

Éliminée du second tour 2017 quels que soient ses candidats : la faiblesse historique de la gauche ouvre-t-elle l'espace à une multiplication quasi sans risques des candidatures à droite ?



Les déroutes successives de la gauche ouvrent un boulevard à la droite, qui pourrait retrouver les mauvais réflexes de son histoire, tant elle a la possibilité de présenter deux candidats aujourd'hui.

Avec Jean-François Kahn
-------------------------

Avec Jean Petaux
------------------

**Atlantico : Etant donné le contexte actuel de faiblesse historique de la gauche, n'y a-t-il pas la place pour que deux droites issues de la droite républicaine s'affrontent sans risques aujourd'hui dans le cadre de la présidentielle, et ce en en dépit de l'appel à l'unité de cette droite républicaine une fois la primaire terminée ? Et quelles pourraient être ces deux droites ?**

**Jean-François Kahn** : Vous avez en partie raison encore que, paradoxalement si vous aviez un candidat unique de la gauche comme cela fut le cas à deux reprises avec François Mitterrand, celui-ci ferait, d'après les sondages, 32%. Il s'agit là du plus mauvais score de toute l'histoire de la gauche. Mais à 32%, il serait au 2<sup>ème</sup> tour et Nicolas Sarkozy serait éliminé : c'est là où réside le paradoxe. Toutefois, la gauche étant ce qu'elle est, **il est quasiment exclu qu'il y ait un candidat unique de la gauche; cela n'arrivera pas ne serait-ce que parce que Jean-Luc Mélenchon n'abandonnera pas.**

Concernant tout d'abord la possibilité qu'il puisse y avoir deux droites, je dirais que cela est déjà le cas d'une certaine manière : il y a une forte probabilité pour que vous ayez au deuxième tour de la présidentielle Marine Le Pen contre un candidat de droite, que se soit Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé. Quoi qu'on en dise, il s'agit là de l'affrontement entre deux droites. Cela est déjà arrivé une fois et était apparu alors comme un électrochoc historique. Dans le cas actuel, cela pourrait réapparaître, mais en plus ce ne serait plus une surprise. **Si l'on se tient au discours de Nicolas Sarkozy aujourd'hui – car il est probable que celui-ci change demain – cela voudrait dire que ce discours-là est encore plus à droite que celui de Marine Le Pen – sauf sur l'Europe– notamment sur les thématiques économiques et sociales.** Je me demande donc comment la gauche, dans le cas où elle se retrouverait face à un choc entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, pourrait appeler à voter pour Nicolas Sarkozy alors que son discours est encore plus à droite que celui de Marine Le Pen.

Pour en revenir à la formulation exacte de votre question qui évoque la "droite républicaine" - même si je n'aime pas beaucoup cette

formulation car je pense qu'il y a une partie du FN qui est républicain et qu'il y a une partie de la droite dite "républicaine" qui ne l'est pas – il pourrait effectivement y avoir deux candidats issus de cette droite : **prenons le cas de Nicolas Dupont-Aignan ou bien d'Henri Guaino**. Mais je le sens : votre question vise à demander s'il y aura un affrontement entre deux "gros" candidats de cette droite républicaine. Dans ce cas-là, il y a deux hypothèses : tout d'abord, **si Sarkozy gagne les primaires** – et je suis l'un des seuls à penser cela – jusqu'au bout les sondages donneront Juppé vainqueur. Mais les sondages valent ce qu'ils valent pour une primaire, et non pas pour un véritable scrutin. Souvenez-vous lors de l'affrontement entre Coppel et Fillon : tous les sondages prédisaient une victoire de Fillon et c'est finalement Coppel qui l'a emporté. Sarkozy peut donc l'emporter surtout qu'il risque encore de taper très fort, très dur, dans la mesure où il est actuellement distancé dans les sondages : il pourrait accuser Juppé d'être un traître, un candidat de la gauche déguisé, l'homme de Bayrou, un vieillard, un homme déjà condamné par la Justice, etc. Cela créera des traces terribles. Si Sarkozy gagne grâce à cela – et encore une fois je ne l'exclus pas – **la plupart des partisans d'Alain Juppé – ou de François Fillon – seront convaincus qu'il y aura truchage**. Cela ne sera sans doute pas vrai, mais ils en seront convaincus et tenteront de le démontrer sondages à l'appui. On assistera alors à **une déperdition formidable au moment de la présidentielle**. A ce moment-là, il est probable que, peu à peu, une partie des partisans d'Alain Juppé ou de Fillon puissent se rallier à Sarkozy au nom de la discipline de parti. Mais **vous en aurez qui ne se rallieront pas et qui finiront par faire dissidence** Nous pourrions alors assister à la **constitution de deux droites : une droite sarkozyste et une droite plus ouverte, plus modérée**.

**Deuxième hypothèse : Alain Juppé remporte la primaire** Dans ce cas-là, au nom de la discipline de parti, les sarkozystes se rallieront. En revanche, tout un discours se constituera autour de l'idée qu'il a été élu grâce aux voix des centristes et de la gauche, que la primaire a été volée à la droite, etc. **A mon avis, dans les six mois qui suivraient une élection de Juppé à l'issue de la primaire, vous auriez une fraction de sarkozystes – la plus grosse partie – qui feraient sécession et qui reconstitueraient une sorte de Rpr, face à une sorte d'Udf reconstituée et regroupée autour d'Alain Juppé**.

Si l'on considère désormais les législatives à venir, il n'est pas du tout certain, à l'heure actuelle, que celui qui remportera la présidentielle disposera d'une majorité à l'Assemblée. **Dans le cas d'une scission entre une droite sarkozyste et une droite néo-Udf juppéiste, il n'est pas exclu que la droite sarkozyste – la droite forte, la droite populaire – accepte une alliance tactique avec le Front national, alors que l'autre droite la refusera, ce qui ne fera qu'accroître la scission entre ces deux droites**.

**Jean Petaux** : L'affrontement de ces deux droites républicaines en France, au moins depuis la Libération, n'a pas besoin de la déréliction de la gauche pour se mettre en place. **René Rémond dans son célèbre et fondateur ouvrage *Les Droites en France* faisait même remonter à 1815 cet antagonisme**. La dernière édition de son livre, publié pour la première fois en 1954, date d'ailleurs de 1982, autrement dit juste après qu'une de ces oppositions (on pourrait même dire de ces "conflits") soit survenue : la présidentielle d'avril-mai 1981 et le choc mortel pour la droite qu'a représenté le duel Giscard-Chirac alors. Rappelons que René Rémond distingue **trois droites : la légitimiste (la droite contre-révolutionnaire, qui, pour une part, se retrouve dans le régime de Vichy) ; l'orléaniste et la bonapartiste**. En 2005, deux ans avant son décès, René Rémond publie *Les Droites aujourd'hui* et conclut que **seules ont subsisté aujourd'hui les droites orléaniste et bonapartiste**, avec une opposition entre elles plus forte que jamais. Ce conflit est manifeste depuis 1945 pour n'évoquer que la IV<sup>ème</sup> et la V<sup>ème</sup> Républiques. Et, encore une fois, **il existe même quand la gauche est forte voire unie, pas seulement quand elle est menacée de ruine**.

En 1972, la signature du Programme commun d'Union de la gauche voit, pour la première fois depuis 1944, le PS (ex-SFIO), le PCF et certains radicaux, s'unir, et donc représenter un danger certain pour la (ou les) droite. Celle-ci, en dépit de cette menace, n'est pas plus unie en profondeur pour autant. D'ailleurs, deux ans plus tard, lors de la présidentielle anticipée provoquée par le décès subit de Georges Pompidou le 2 avril 1974, **la confrontation va être rude entre Valéry Giscard d'Estaing (qui représente plutôt la droite orléaniste) et Jacques Chaban-Delmas (plutôt issu des rangs de la droite bonapartiste, même si sa personnalité et sa trajectoire politique le rangeaient aussi du côté des orléanistes)**. La gauche frôle la victoire au soir du second tour de cette présidentielle avec un François Mitterrand qui va obtenir un très bon score (49,19% des voix) face au jeune et brillant **Giscard, qui reste, avec cette courte victoire, le plus mal élu des présidents de la République depuis 1958**. Un peu plus de 400 000 voix séparent les deux finalistes le 19 mai 1974 au soir avec une participation phénoménale et record de 87,33%. **Il est clair qu'une partie des 3,857 millions d'électeurs de Jacques Chaban-Delmas au 1<sup>er</sup> tour n'a pas voté Giscard au second et a reporté ses voix sur Mitterrand**. A Bordeaux, pour des raisons évidentes, c'est le cas puisque le candidat de la gauche unie l'emporte dans la ville de Chaban-Delmas au second tour.

**La principale caractéristique des deux droites républicaines françaises c'est qu'elles sont tantôt opposées frontalement dans deux partis différents ou fédérations de partis comme l'Udf hier face au bloc gaulliste ou néo-gaulliste du Rrp ou, a contrario, rassemblées dans une seule et unique formation qui se veut unificatrice et homogène mais qui est parcourue par des luttes internes et fractionnée par des ambitions concurrentes**. Ce fut le cas à l'Ump entre Juppé et Sarkozy de 2002 à 2004 jusqu'à ce que Juppé soit éliminé de la course (pour un temps comme la suite va le montrer); ce fut aussi le cas entre Sarkozy et Villepin, et, ultérieurement, entre Copé et Fillon. Mais cela n'a pas empêché non plus que le candidat de la grande formation hégémonique (Sarkozy en 2007 et en 2012) trouve sur son chemin un représentant de l'autre droite (Bayrou en l'occurrence, plutôt orléaniste en tous les cas héritier de la grande tradition politique française démocrate-chrétienne) qui est venu inquiéter sérieusement le futur élu de 2007 et qui n'est pas pour rien dans la défaite du même en 2012...

**Ne retrouve-t-on pas un tropisme de la droite, qui quand elle est dominante n'a de cesse de se diviser, comme ce fut le cas entre Poher et Pompidou ou bien encore entre Chirac et Balladur ? Quel est le risque d'un tel scénario aujourd'hui ?**

**Jean-François Kahn** : **Se diviser quand on est dominant est un comportement naturel**, comme l'est celui de l'unité quand on n'est pas dominant. Ce qui est fondamental là, c'est que dans les faits, il y a deux droites. La question que vous posez est à la fois bonne – puisqu'on y répond – et en même temps absurde car je vous le demande : qu'est-ce que la droite ? C'est exactement comme

---

la gauche. Et qu'est-ce que la gauche ? Il y a deux gauches d'ailleurs aujourd'hui, ce qui est normal : vous voyez quelque chose de commun entre Macron et Mélenchon ? Entre Valls et Mélenchon ? C'est donc logique qu'il y ait deux gauches et c'est exactement pareil à droite où il y a autant de différences entre certains d'autres eux. On utilise le terme de « droite » par facilité, pour être fidèle au bipolarisme, mais dans les faits il y a deux tendances très profondes. **Si vous voulez faire allusion à une tradition, évoquez plutôt le fait que l'histoire de France a été marquée par le heurt entre deux droites : la droite légitimiste renversée en 1830 par la droite orléaniste ; et cette dernière renversée en 1848 par une alliance entre les Républicains et la droite bonapartiste, sans oublier les légitimistes.**

**Jean Petaux** : Par définition plus le camp adverse de la droite est lui-même miné par la désunion moins le risque est grand pour la droite. Elle peut se permettre, en quelque sorte, une compétition interne, à défaut de luttes intestines qui pourraient l'autodétruire. En 1969, configuration qui, à maints égards, pourrait bien être comparable à celle de 2017 surtout pour la gauche qui est sortie essorée de cette présidentielle, la droite était divisée entre Pompidou et Poher certes puisque les deux se sont opposés au second tour mais il faut rappeler que le gaullisme et le gaullo-pompidolisme, entre 1958 et 1969 ont toujours eu une opposition soit centriste (ce fut le cas en 1965 avec la candidature de Jean Lecanuet, l'un des mentors politiques de François Bayrou), soit sur sa droite (partisans de l'Algérie française bien sûr à compter de 1962 mais aussi des "Indépendants" qui étaient pour une partie d'entre eux d'anciens pétainistes et vichystes hostiles, par principe, à de Gaulle). Poher s'est ainsi retrouvé rassemblant, de manière quelque peu hétéroclite, tout un tas de "morceaux" d'une droite fragmentée qui avait un plus petit dénominateur commun : l'anti-gaullisme. Assez vite cependant, parce qu'il a su pratiquer à sa manière "l'ouverture" à ces franges de la droite, Georges Pompidou les a ralliées à lui.

Aujourd'hui, la droite ne court pas grand risque. **Il est sans doute probable (et toutes les dénégations du monde ne changeront rien à cela) que certains battus de la primaire de la droite ne joueront pas le jeu du soutien indéfectible au vainqueur de ces mêmes primaires.** On voit mal les sarkozystes purs et durs "mouiller leur chemise" pour un "vainqueur nommé Juppé". Dans le cas où Sarkozy l'emporterait, on imagine mal que les militants fillonistes se jettent à l'assaut des affiches de l'ancien président de la République pour retapisser les façades urbaines. Sans parler des quelques soutiens de Copé qui, sur ordre, pourraient les arracher tout simplement. Mais que pèseront ces mouvements d'humeur en poids électoral ? Sans doute pas grand-chose. Donc **la droite dispose d'une très forte probabilité, quoi qu'elle fasse, de réussite le 7 mai 2017.**

**Peut-on craindre un bouleversement, dès à présent, au sein des Républicains ? Quels en seraient les conditions ?**

**Jean Petaux** : De quel type de bouleversement s'agirait-il ? D'un éclatement du parti LR ? Il est évident que rien ne se produira avant le 27 novembre de toute manière. Mais même après cette échéance rien ne laisse entrevoir une telle issue. Il faudrait, **pour qu'un bouleversement profond au sein du parti Les Républicains se produise, que survienne une crise majeure qui ne pourrait être provoquée que par un soupçon de tricherie manifeste d'un camp à l'égard de tous les autres, générateur d'une dépression profonde et d'une souffrance réfractaire phénoménale pour le parti en question.** Et encore faudra-t-il que ce camp soit celui qui l'aura emporté pour que la crise soit réifiée. Car si une fraction d'un parti politique fraude et triche et si elle est battue, il est peu probable que cela produise une crise en interne.

**Vers le centre, qui de Juppé ou par exemple Bayrou pourrait être le chef de file d'un courant plus humanistes et libéral ? Quel électorat le soutiendrait ?**

**Jean Petaux** : Si Alain Juppé est choisi par les électeurs de la primaire de la droite, il prendra nécessairement et définitivement le dessus sur François Bayrou. Alain Juppé sera candidat à la présidentielle et François Bayrou ne le sera pas. Cela suffira à les différencier. **Alain Juppé, sur le modèle d'alliance qu'il propose aujourd'hui, va "ratisser" du centre (droit ou gauche...) à la droite de la droite,** intégrant, notamment, le noyau militant, par exemple, qui a soutenu Hervé Mariton (8% au vote interne à LR pour la présidence du parti) et qui défend les positions proches de La Manif pour tous. On peut même imaginer qu'une partie de l'électorat qui aurait pu voter Macron se détournera de ce dernier et votera Juppé. Auquel cas ce dernier pourrait même chasser sur les brisées du centre gauche. Finalement le seul électorat dont on peut se dire qu'il ne votera jamais Juppé, c'est le "béton" de l'électorat sarkozyste constitué de militants purs et durs, qui déteste tellement le maire de Bordeaux qu'il serait apte à voter Marine Le Pen plutôt qu'Alain Juppé.

**A l'opposée, quel serait l'autre droite qui pourrait vouloir se distinguer de celle d'Alain Juppé ? Quelle forme prendrait-elle ?**

**Jean Petaux** : Si on met de côté l'électorat du Front national, en postulant qu'il ne représente pas la "droite républicaine" (ce qui reste quand même à démontrer), **la "droite forte et décomplexée" (cela voudrait donc dire d'ailleurs que celle d'Alain Juppé serait "molle et mal dans sa peau" ...), celle de Sarkozy, de Geoffroy Didier, des Balkany et d'Estrosi, de Baroin et de Jacob, n'aurait d'autre choix, dans l'hypothèse où elle souhaiterait se distinguer de celle d'Alain Juppé, de prendre son autonomie et de couper le parti LR en deux.** Mais cela n'arrivera pas de sitôt. Tout simplement parce qu'on peut faire confiance à la vieille loi de l'opportunisme en politique pour concevoir aisément que, comme le dirait encore le général de Gaulle, **certains membres éminents de la droite de la droite "iront bien à la soupe"**. Autrement dit "feront allégeance" au vainqueur. Qui, s'il n'est pas aussi maladroît que le fut son mentor politique, Jacques Chirac en 1995 et lui-même moins obtus qu'il ne le fut aussi en 1995, saura se montrer magnanime avec ses concurrents de la primaire et surtout avec leurs affidés pour les accueillir sous sa tente de candidat de la droite et du centre d'abord, sous celle de l'éventuel président de la République ensuite.

Quant aux autres, les "irréductibles Républicains de droite" qui ne verront en Juppé qu'une pâle copie d'un Chirac détesté et un tenant de l'immobilisme, parce qu'il montrerait quelques réserves à faire exploser la société française sous les coups de bélier répétés

---

des réformes à la hussarde, ils deviendront des **"frondeurs de droite"** : forts en gueule et faibles en gestes.

Mais il se pourrait très bien qu'Alain Juppé, aussi peu souple aujourd'hui qu'il ne l'a été hier ; aussi têtu demain qu'il ne fut à l'automne 1995, se lance dans des réformes fort peu populaires, sans faire trop de cas des dégâts et du "service après-vente"... Et comme il ne sera pas candidat à un second mandat, à 77 ans, il n'aura de comptes à rendre à personne pendant son premier et unique mandat. Autant dire qu'il fera comme il l'entendra puisqu'il ne repassera pas devant les électeurs. **Auquel cas la frange de droite de la droite sera très heureuse de le soutenir : trouvant en Alain Juppé un parangon de réformes audacieuses (et surtout portant sur des sujets privilégiés par la droite : temps de travail, fiscalité, réduction du secteur public...) là où Nicolas Sarkozy, derrière les coups de menton et les mâchoires serrées n'a eu de cesse de reculer entre 2007 et 2012.** La droite de la droite se ralliera à Juppé qui aura réussi quelque part son rêve : celui qui présidait à la création de l'Ump, son idée, en 2002 : bâtir un grand parti conservateur en France, allant du centre-droit à la droite de la droite, de Bayrou à Copé en passant par Nkm, Le Maire, Fillon et Sarkozy, comparable à la Cdu-Csu allemande, au *Partido Popular* espagnol ou aux *Tories* britanniques.

*Propos recueillis par Thomas Sila*